



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE RENNES**

**MARCHÉ PUBLIC DE
TRAVAUX**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION - Candidature

Personne publique
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

OBJET DU MARCHÉ

**SARAN (45) – Camp de Cercottes –
Conception, construction, aménagement, entretien et maintenance (CCAEM)
d'un bâtiment à dominante hébergement et d'un bâtiment technique
d'ateliers de casernement**

NUMÉRO DE PROJET DU MARCHÉ

21-023

Une attention particulière devra être portée à l'article §5.2 concernant la copie de sauvegarde dont la transmission est fortement recommandée.

SOMMAIRE

1. SERVICE ACHETEUR.....	4
1.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
1.2 POINT DE CONTACT.....	4
1.3 VISITE DE SITE.....	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
2.2 ALLOTISSEMENT (ARTICLE L2113-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	5
2.3 DATE LIMITE D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS OU DUREE DU MARCHÉ	5
2.4 FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ.....	5
2.5 NOMENCLATURES CPV (COMMUN PROCUREMENT VOCABULARY) ET GM (GROUPE MARCHANDISES)	5
3. PROCÉDURE DE PASSATION.....	6
3.1 PARTICULARITES DU MARCHÉ.....	6
3.1.1 Désignation d'un jury	6
3.1.2 Procédure restreinte.....	6
3.1.3 Audition des candidats en phase offre	7
3.1.4 Négociation	7
3.1.5 Versement d'une prime	8
3.2 ANALYSE DES PLIS.....	8
3.3 ANALYSE DES CANDIDATURES.....	8
3.4 DECLARATION SANS SUITE	8
3.5 SUITE D'UNE MISE EN CONCURRENCE INFRUCTUEUSE.....	8
3.6 VARIANTES.....	8
3.7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES EVENTUELLES (EX-OPTIONS).....	8
3.8 FORME JURIDIQUE ET COMPETENCES MINIMALES DU GROUPEMENT.....	8
3.8.1 Composition minimale du groupement.....	8
3.8.2 Forme juridique du groupement.....	9
3.8.3 Compétences minimales du groupement.....	9
3.8.3.1 Compétences équipe « constructeur ».....	9
3.8.3.2 Compétences équipe « maîtrise d'œuvre ».....	9
3.8.3.3 Compétences équipe « maintenance »	10
4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	10
4.1 DOSSIER DE LA CONSULTATION FOURNI GRATUITEMENT AU CANDIDAT	10
4.1.1 Contenu du dossier de consultation	10
4.2 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	10
4.3 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	11
5.1 TRANSMISSION DU PLI PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE) DEPUIS WWW.MARCHES-PUBLICS.GOUV.FR	11
5.1.1 Modalités de téléchargement	11
5.1.2 Transmission des réponses	11
5.2 TRANSMISSION FORTEMENT RECOMMANDEE DE LA COPIE DE SAUVEGARDE SOUS PLI CACHETE PAR VOIE POSTALE OU PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR	12
5.2.1 Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé)	12
6. PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE PAR LA SOCIÉTÉ.....	13
6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT AUX « DOSSIERS INDIVIDUELS DES MEMBRE DU GROUPEMENT » OU « DOSSIER INDIVIDUEL »	13
6.2 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT AUX « DOSSIERS EQUIPES »	14
6.2.1 DOSSIER ÉQUIPE « CONSTRUCTEUR ».....	15
6.2.2 DOSSIER ÉQUIPE « MAÎTRISE D'ŒUVRE »	15

6.2.3	DOSSIER ÉQUIPE « MAINTENANCE ».....	15
6.3	RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE.....	15
7.	CLASSEMENT DES CANDIDATURES.....	15
7.1	MODE DE CLASSEMENT DES CANDIDATURES.....	15
7.2	CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	15
7.3	DETERMINATION DU CLASSEMENT DES CANDIDATURES	16
8.	CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES	16

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

ÉSID Rennes : Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. SERVICE ACHETEUR

1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Adresse géographique	Adresse postale
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Bâtiment 017 – Rez-de-chaussée – Entrée à droite Quartier Margueritte 1 rue du Garigliano, RENNES	Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES CEDEX 9

L'adresse géographique sert de référence pour les dépôts physiques de plis, notamment par porteur / transporteur (y compris Chronopost).

L'adresse postale sert de référence pour les envois postaux en recommandé avec accusé de réception.

1.2 Point de contact

	Téléphone	Adresse électronique
Rachel Euvrard	02 23 35 27 36	rachel.euvrard@intradef.gouv.fr
Pauline Garrigue	02 23 35 25 97	pauline.garrigue@intradef.gouv.fr

1.3 Visite de site

Une visite obligatoire sera programmée, pour les trois candidats retenus, lors de la phase offre de la présente consultation.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

Le projet de marché est un marché global sectoriel (articles L.2171-4 et R.2171-4 du code de la commande publique) et a pour objet la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien et la maintenance (CCAEM) de deux bâtiments sur le camp de Cercottes, à SARAN (45).

Le premier bâtiment est un bâtiment d'accueil et d'hébergement de 30 chambres individuelles, pour une surface de 1052 m2 surface dans œuvre (SDO).

Le second bâtiment est un bâtiment de type industriel réunissant des ateliers techniques, pour une surface de 848 m2 SDO.

L'enveloppe travaux est estimée à 6 millions d'euros HT (valeur octobre 2024).

2.2 Allotissement (article L2113-10 du code de la commande publique)

Le présent marché est un marché global sectoriel et déroge ainsi au principe d'allotissement.

2.3 Date limite d'achèvement des prestations ou durée du marché

A titre indicatif, les prestations débuteront au premier trimestre 2026 et s'exécuteront selon le calendrier suivant :

<u>Tranche</u>	<u>Poste</u>	<u>Intitulé</u>	<u>Délai</u>
Tranche ferme	Poste n°1	Conception de l'ensemble du projet	24 mois
	Poste n°2	Construction des ouvrages	
	Poste n°3	Aménagement des ouvrages	
	Poste n°4	Entretien et maintenance des ouvrages (4 ans)	48 mois
Tranche optionnelle 1	Poste n°5	Entretien maintenance des ouvrages (3 ans supplémentaires)	36 mois
Tranche optionnelle 2	Poste n°6	Entretien maintenance des ouvrages (3 ans supplémentaires)	36 mois

2.4 Fractionnement du marché

Les prestations font l'objet d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles. L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir, notifiée au titulaire.

2.5 Nomenclatures CPV (commun procurement vocabulary) et GM (groupe marchandises)

Les références aux nomenclatures associées à la présente consultation sont les suivantes :

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 6 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	-------------

- CPV n° 45216200-6 : Travaux de construction de bâtiments et d'installations militaires
- GM n° 36.02.01 : Travaux construction bâtiment neuf

3. PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure avec négociation conformément aux dispositions des articles L.2124-3 et R.2124-3 du code de la commande publique.

3.1 Particularités du marché

En application des articles R.2171-15 à R.2171-16 du code de la commande publique, un jury est réuni par la maîtrise d'ouvrage pour le jugement des candidatures et des offres.

3.1.1 Désignation d'un jury

Un jury est désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur. Il est composé exclusivement de personnes indépendantes des candidats.

Dans un premier temps, le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir. Le représentant du pouvoir adjudicateur arrête la liste des candidats admis à déposer une offre.

Dans un second temps, les candidats admis fournissent une offre sur laquelle se prononce le jury, après les avoir entendus. Ces offres comportent notamment un **avant-projet sommaire (APS)**.

Le jury dresse un procès-verbal d'examen des offres et d'audition des candidats et formule un avis motivé.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander des clarifications ou des précisions concernant les offres. Ces précisions, clarifications ou compléments ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché public.

Le marché public est attribué sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur après prise de connaissance de l'avis du jury.

3.1.2 Procédure restreinte

La procédure avec négociation lancée dans le cadre de la présente consultation respectera les étapes suivantes :

- Étape 1 : A la suite de la remise des candidatures : avis du **jury phase candidature (jury 1)** et sélection des candidats admis à déposer une offre par le représentant du pouvoir adjudicateur.
 - o Nombre maximal de candidats (soumissionnaires) admis à déposer une offre **3** ;
- Étape 2 : A l'issue de la remise des offres : **audition de l'ensemble des soumissionnaires** (sauf soumissionnaire dont l'offre aurait été déclarée irrégulière, inappropriée ou inacceptable) par le **jury « phase offre » (jury 2)** et avis du jury sur le classement des offres. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales (les offres initiales sont alors considérées comme les offres finales) sans négociation ou de recourir à la négociation (les offres finales seront transmises à l'issue de la négociation).

La priorité du maître d'ouvrage est d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, le maître d'ouvrage incite donc les candidats à fournir une offre initiale la plus complète possible.

- Étape 3 : Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur ferait le choix de ne pas sélectionner sur la base des offres initiales, les soumissionnaires sélectionnés sont appelés à participer à une **phase de négociation**, qui se déroule en un ou plusieurs tours. À l'issue de la remise des offres finales négociées, le **jury « phase négociation » (jury 3)** remet son avis au représentant du pouvoir adjudicateur. In fine, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant, à titre indicatif :

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 7 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	-------------

- Date limite de remise des candidatures : voir avis de publicité ;
- Avis du jury concernant le choix des candidats (jury 1) et décision du représentant du pouvoir adjudicateur : janvier 2025 ;
- Lancement de la consultation « phase offre » pour les candidats sélectionnés : février 2025 ;
- Date limite de remise des offres niveau APS : avril 2025 ;
- Auditions et avis du jury (jury 2) : juin 2025 ;
- Notification ou décision du représentant du pouvoir adjudicateur de lancer l'étape de négociation : septembre 2025.

Le calendrier d'étape ci-dessus est susceptible d'évoluer notamment en cas de lancement de la phase de négociation. Date prévisionnelle de notification du marché sans négociation : septembre 2025. Date prévisionnelle de notification du marché en cas de négociation : février 2026.

3.1.3 Audition des candidats en phase offre

Conformément aux dispositions prévues par l'article R 2171-18 du code de la commande publique, le jury de la phase offre (jury 2) procèdera à l'audition de tous les candidats ayant remis une offre qui n'est ni irrégulière, ni inappropriée, ni inacceptable. Les soumissionnaires seront convoqués individuellement pour présenter leur offre devant le jury.

Les auditions se dérouleront à Rennes. Les modalités de ces auditions seront détaillées dans le règlement de consultation de la phase offre.

3.1.4 Négociation

Le pouvoir adjudicateur négocie les conditions du marché public avec les candidats les mieux classés à l'issue de la remise des offres initiales et jusqu'à la remise des offres finales.

Il se réserve cependant le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Le représentant du pouvoir adjudicateur insiste sur ce dernier point et invite, en phase offre, les soumissionnaires à remettre une offre initiale de qualité et totalement complète pouvant être retenue en l'état.

Le pouvoir adjudicateur indiquera dans le DCE en phase offre les exigences minimales que doivent respecter les offres. **Ces exigences minimales et les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociations.**

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. A cette fin, le pouvoir adjudicateur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. Il informe par écrit les deux soumissionnaires dont les offres n'ont pas été éliminées de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales. A la suite de ces changements, le pouvoir adjudicateur accorde aux soumissionnaires un délai suffisant et identique pour leur permettre de modifier leurs offres et, le cas échéant, de les présenter à nouveau.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informe les soumissionnaires restant en lice et fixe une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres nouvelles ou révisées qui seront les offres finales.

En cas de recours à la négociation, la négociation sera engagée selon les modalités suivantes :

- Soit par correspondance : la correspondance exposera les points particuliers à négocier, elle donnera lieu à une réponse écrite du candidat (cette procédure sera mise en œuvre via PLACE) ;
- Soit par un entretien dans les locaux du représentant du pouvoir adjudicateur : l'entretien de négociation sera alors précédé d'une correspondance qui exposera au candidat les points de discussion abordés au cours de l'entretien. Un compte rendu de l'entretien de négociation sera dressé et envoyé au candidat.

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 8 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	-------------

3.1.5 Versement d'une prime

Une prime d'un montant maximum de **85 000,00 € TTC** est attribuée, sur proposition du jury et par décision du pouvoir adjudicateur, à l'issue du jugement des offres, à chaque candidat ayant remis une offre jugée appropriée, régulière et acceptable. Elle peut être réduite ou supprimée lorsque le candidat a fourni des prestations insuffisantes.

En cas d'utilisation de la phase de négociation, aucune prime complémentaire ne sera versée aux deux soumissionnaires retenus.

Pour le candidat titulaire, sa rémunération tient compte de la prime reçue. Cependant, si la procédure est interrompue après le déliement des candidats non retenus et avant la notification du marché, la prime versée à l'attributaire est égale au montant maximal prévu.

3.2 Analyse des plis

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) et selon les modalités de dépôt décrites au paragraphe 5 du présent document.

3.3 Analyse des candidatures

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut recourir aux dispositions de l'article R.2144-2 du code de la commande publique.

3.4 Déclaration sans suite

À tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats en sont informés.

3.5 Suite d'une mise en concurrence infructueuse

En l'absence de candidatures déposées dans les délais prescrits ou en cas de candidatures irrecevables, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article R2122-2 du code de la commande publique.

3.6 Variantes

Les variantes sont interdites.

3.7 Prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles (ex-options)

Le présent marché est lancé sans prestation supplémentaire ou alternative éventuelle.

3.8 Forme juridique et compétences minimales du groupement

3.8.1 Composition minimale du groupement

La composition minimale du groupement exigée est la suivante :

- **L'équipe « constructeur »** : l'équipe « constructeur » est composée d'une entreprise générale ou de plusieurs entreprises (groupement d'opérateurs économiques, membre du groupement titulaire) disposant des compétences pour la réalisation de l'ensemble des travaux **et** l'aménagement des bâtiments. Le responsable de cette équipe est le mandataire du groupement.

- **L'équipe « maîtrise d'œuvre »**, composée :

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 9 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	-------------

- D'un ou plusieurs architectes inscrits à l'ordre des architectes (ou équivalent pour les candidats non établis en France). Un architecte sera désigné responsable de l'équipe de maîtrise d'œuvre.
- D'un bureau d'études techniques pluridisciplinaire ou de plusieurs bureaux d'études techniques spécialisés.

- **L'équipe « maintenance »** : l'équipe « maintenance » est composée d'une ou plusieurs entreprises spécialisées en exploitation-maintenance. Cette ou ces entreprises peuvent faire également partie de l'équipe « constructeur ».

3.8.2 Forme juridique du groupement

En application de l'article R.2142-21 du code de la commande publique, **le représentant du pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour la présente consultation plusieurs candidatures en agissant à la fois :**

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements ;

Le non-respect de cette disposition entraîne l'élimination de toutes les candidatures concernées.

Egalement, ne peuvent faire partie des groupements candidats, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part aux études antérieures à l'engagement de la présente procédure, les membres de leur famille, ainsi que leurs associés ou ayant des intérêts professionnels communs, sauf à apporter la preuve que l'expérience acquise n'est pas en mesure de fausser la concurrence.

Les entreprises peuvent présenter leur candidature sous forme de :

- Groupement solidaire
- **ou** de groupement conjoint: dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, après attribution, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

Au regard de l'article R.2142-22 du code de la commande publique, **en cas de candidature en groupement et, après l'attribution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur impose au groupement attributaire la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.** Cette forme de groupement se justifie du fait de la nature du marché objet de la présente consultation qui comprend à la fois des missions de prestations intellectuelles, d'exécution de travaux et de réalisation de prestations de service.

3.8.3 Compétences minimales du groupement

Pour apporter la preuve des compétences demandées ci-dessous pour l'équipe « constructeur », l'équipe « maîtrise d'œuvre » et l'équipe « maintenance », le candidat se réfère au point 4 de l'article 6.1 du présent règlement de consultation.

3.8.3.1 Compétences équipe « constructeur »

L'équipe « constructeur » doit être compétente dans les domaines suivants :

- Structure ;
- CVC ;
- Électricité.

3.8.3.2 Compétences équipe « maîtrise d'œuvre »

L'équipe « maîtrise d'œuvre » doit être compétente dans les domaines suivants :

- Architecture ;
- VRD ;

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 10 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	--------------

- Fluides ;
- CVC
- Électricité ;
- SSI ;
- **Étude thermique (RE 2020) ;**
- Structure.

3.8.3.3 Compétences équipe « maintenance »

L'équipe « maintenance » doit être compétente dans les domaines suivants :

- Maintenance d'installations techniques ;
- CVC ;
- Electricité ;
- Maintenance multi techniques bâtiment.

4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1 Dossier de la consultation fourni gratuitement au candidat

4.1.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation **RC** – phase candidature – et ses annexes :
 - o Annexe 1 : modèle de présentation et explication de références ;
 - o Annexe 2 : grille de présentation des équipes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives **CCA**, au stade projet ;
- Le Programme et ses annexes, au stade projet ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières **CCTP** et ses annexes, au stade projet.

4.2 Modifications du dossier de la consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation en cours de consultation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur garantit aux candidats un délai de **5 jours** entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des candidatures. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3 Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, 8 jours au moins avant la date de remise de leur candidature une demande écrite de renseignements complémentaires à l'Etablissement du service d'Infrastructure de la Défense de Rennes.

Le candidat utilise le profil acheteur de l'ESID à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (Plateforme des AChats de l'Etat - PLACE). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 11 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	--------------

renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par l'ESID. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement et des réponses fournies.

L'Établissement d'Infrastructure de la Défense de Rennes répondra par écrit aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures.

Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), la personne publique transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Le candidat transmet son pli par voie électronique, via la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr.

L'opérateur économique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB) dans les délais impartis pour la remise des candidatures La transmission de cette copie de sauvegarde est fortement recommandée (cf. §5.2).

Cette copie sera ouverte seulement si la candidature transmise par voie électronique, envoyée dans les délais de dépôt des candidatures, n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, ou si un programme informatique malveillant est détecté, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures. La copie de sauvegarde ne sera pas ouverte si aucune candidature électronique n'a été transmise sur la PLACE.

5.1 Transmission du pli par voie électronique sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) depuis www.marches-publics.gouv.fr

5.1.1 Modalités de téléchargement

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pourra être téléchargé sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

5.1.2 Transmission des réponses

Les opérateurs économiques doivent :

- d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 12 avril 2018 ;
- d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.armement.defense.gouv.fr et www.achats.defense.gouv.fr).

Les documents transmis doivent être compressés.

Nota 1 : l'opérateur économique devra vérifier que ses coordonnées, en particulier son adresse électronique, sont correctement orthographiées. Il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique.

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 12 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	--------------

Nota 2 : pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Nota 3 : lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, pour les opérateurs économiques qui choisissent le mode de transmission électronique, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** soit via l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la PLACE soit via celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 mentionné supra.

Le détenteur de la signature électronique doit avoir le pouvoir d'engager son entreprise.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

En cas de difficultés sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)**, une assistance en ligne est mise à la disposition des entreprises.

Nota : L'assistance téléphonique est joignable une fois la demande d'assistance en ligne renseignée

5.2 Transmission FORTEMENT RECOMMANDEE de la copie de sauvegarde sous pli cacheté par voie postale ou par porteur/ transporteur

En raison de dysfonctionnements récurrents sur PLACE, la transmission d'une copie de sauvegarde est fortement recommandée aux soumissionnaires.

Les copies de sauvegarde **sur support physique électronique (clé USB)** sont adressées sous enveloppe cachetée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception à l'adresse mentionnée ci-dessous, et garantissant leur confidentialité. Les copies de sauvegarde sur support papier ne seront pas acceptées.

Le pli scellé doit impérativement comporter la mention « **copie de sauvegarde** ».

Il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils sont responsables du moyen d'acheminement de leur dossier, et que seules la date et heure d'arrivée au service sont prises en compte.

5.2.1 Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé)

En cas de dépôt par porteur / transporteur (y compris par Chronopost), l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Offre pour :

projet n° 21-023

nom du candidat (facultatif)

COPIE DE SAUVEGARDE

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense
de Rennes
Service Achats Infrastructure
Quartier Margueritte
1, rue du Garigliano
Bâtiment 017 – entrée de droite au RDC
35000 RENNES

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé au service achats infrastructure :

- du lundi au jeudi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures,
- le vendredi : de 9 heures à 11 heures.

6. PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE PAR LA SOCIÉTÉ

Pour faciliter le traitement administratif des plis électroniques, les candidats sont priés de fournir les pièces demandées dans les articles suivants et de respecter les arborescences suivantes :

En cas de groupement :

A. DOSSIERS INDIVIDUELS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

A.1 - DOSSIER MANDATAIRE

A.2 - DOSSIER CO-TRAITANT 1

A.3 - DOSSIER CO-TRAITANT 2

A.4 - (autant de dossiers que de co-traitants)

B. DOSSIER ÉQUIPES

B.1 - DOSSIER ÉQUIPE « CONSTRUCTEUR »

B.2 - DOSSIER ÉQUIPE « MAÎTRISE D'ŒUVRE »

B.3 - DOSSIER ÉQUIPE « MAINTENANCE »

En cas de candidat individuel :

A. DOSSIER INDIVIDUEL

B. DOSSIER ÉQUIPES

B.1 - DOSSIER ÉQUIPE « CONSTRUCTEUR »

B.2 - DOSSIER ÉQUIPE « MAÎTRISE D'ŒUVRE »

B.3 - DOSSIER ÉQUIPE « MAINTENANCE »

6.1 Documents à produire quant aux «dossiers individuels des membre du groupement» OU « dossier individuel »

Le candidat individuel fournit les pièces listées dans le présent article, hormis les pièces du point 12.

Le groupement fournit, pour chaque sous-dossier « DOSSIER MANDATAIRE » ET « DOSSIERS CO-TRAITANTS » :

1. Formulaire DC2 dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières ;
2. Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant / <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
3. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
4. Titres de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle (QUALIBAT, OPQIBI, ...) ou des références présentant une liste des principaux travaux, en lien avec la compétence demandée, effectués, en nom propre, au cours des cinq dernières années (achevés ou en cours), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique) ;
5. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Compte-tenu de la dimension de l'opération et de sa durée, un chiffre d'affaire global annuel minimum de 10 millions d'euros, pour le candidat individuel ou le groupement, est requis ;
6. Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;

En plus, et seulement dans le « DOSSIER MANDATAIRE », rajouter les pièces suivantes :

7. Formulaire DC1 dûment rempli. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation ;
8. **Une note de 5 pages maximum présentant et expliquant le choix des références présentées du groupement ou du candidat individuel (ou format .ppt)**
9. **Une note de 5 pages maximum présentant le groupement ou le candidat individuel, sa cohérence et sa compétence par rapport à l'objet du marché ;**
10. Le tableau synthétique présentant la composition et les moyens du groupement ou du candidat individuel et joint, en annexe 2, au présent RC ;
11. Le cadre réponse des références conformément à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation et joint, en annexe 1, au présent RC ;
12. Les délégations de pouvoir des co-traitants vers le mandataire du groupement d'appartenance.

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

À l'exception du point 7 et 12, tous les documents demandés sont à fournir pour le ou les sous-traitant(s) présentés. Les documents qui ne seraient pas présentés suivant la forme du fichier demandé ou incomplets ne seront pas examinés.

6.2 Documents à produire quant aux « DOSSIERS EQUIPES »

Les références fournies dans les différents sous-dossiers sont impérativement présentées suivant le modèle fourni en annexe 1 du présent RC. Les références qui ne seraient pas présentées suivant la forme de ce fichier ne seront pas examinées.

Le fichier sera remis au format .xls et .pdf.

Les références présentées doivent avoir été exécutées par l'opérateur économique qui les présente (justification SIRET à l'appui). Les dates de réalisation devront être précisées ainsi que le statut des travaux (réceptionné, en cours).

6.2.1 DOSSIER ÉQUIPE « CONSTRUCTEUR »

Le groupement ou candidat individuel fournit pour ce dossier :

- **3 références de réalisations, tous corps d'état, d'opérations neuves de bâtiments** de technicité équivalente ou supérieure, et d'importance équivalente (montant, surfaces).

6.2.2 DOSSIER ÉQUIPE « MAÎTRISE D'ŒUVRE »

Le groupement ou candidat individuel fournit pour ce dossier :

- **3 références du ou des architectes** pour la conception et le suivi d'exécution d'opérations neuves de bâtiments (2 références de bâtiments tertiaires et une référence de bâtiment industriel), d'importance équivalente (montant et surface bâtie) ;
- **3 références couvrant les compétences d'ingénierie** pour la conception et le suivi d'exécution d'opérations neuves de bâtiments, d'importance équivalente (montant et surface bâtie).

6.2.3 DOSSIER ÉQUIPE « MAINTENANCE »

Le groupement ou candidat individuel fournit pour ce dossier :

- **3 références couvrant les compétences d'exploitation-maintenance** des installations techniques de bâtiments de technicité et d'importance équivalente (technicité des installations, niveaux de maintenance, surface).

6.3 Recours à la langue française

Si les documents relatifs à la candidature ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

Une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté n'est pas exigée.

7. CLASSEMENT DES CANDIDATURES

7.1 Mode de classement des candidatures

Les candidatures recevables seront classées dans chaque critère pondéré et se verront attribuer un nombre de points pour chacun d'entre eux. Les candidats retenus seront autorisés à présenter une offre en seconde étape de la présente consultation.

Les candidats seront notés sur un total de 100 points répartis de la façon suivante :

- Cohérence et compétence du groupement (25 pts)
- Pertinence et qualité des références par rapport à l'objet du marché (65 pts)
- Moyens humains, matériels et capacités financières (10 pts).

7.2 Critères de jugement des candidatures

- **Critère n°1 : Cohérence et compétence du groupement (25 pts)**

À travers ce critère, le représentant du pouvoir adjudicateur apprécie l'adéquation de l'équipe projet présentée par le candidat seul ou le groupement avec le besoin traduit dans la présente consultation : présence des compétences attendues, partage des compétences au sein de la candidature, ...etc. Egalement, au regard de l'importance de l'opération et de sa complexité, sera valorisée l'expérience

ESID Rennes	RC Candidature	Projet n°21-023	Cosi n° 450786 - 453034	DAF n° 2024_001293	Page 16 / 16
-------------	----------------	-----------------	----------------------------	--------------------	--------------

commune et partagée des différents intervenants dans la candidature présentée, c'est-à-dire les projets réalisés en commun et le « lien privilégié » notamment :

- Entre l'équipe « constructeur » et l'équipe « maîtrise d'œuvre » ;
- Entre l'équipe « constructeur » et l'équipe « maintenance » ;

- **Critère n°2 : Pertinence et qualité des références par rapport à l'objet du marché (65 pts)**

L'acheteur apprécie les références relatives à la conception, construction, aménagement, entretien et maintenance des projets présentés. Pour cela, il s'appuie sur les caractéristiques fonctionnelles des bâtiments réalisés, les techniques utilisées, les caractéristiques économiques et surfaciques, les plus proches possible du projet objet du concours. Également l'acheteur apprécie les attestations de maîtres d'ouvrage publics présentant la qualité de la relation entre maître d'ouvrage et opérateurs économiques, la tenue du calendrier et du coût plafond établis, ainsi que la maîtrise des procédures administratives.

- **Critère n°3 : Moyens humains, matériels et capacités financières (10 pts)**

Le représentant du pouvoir adjudicateur, en application de l'article R.2142-6 du code de la commande publique exige un chiffre d'affaire annuel global minimal de 10 millions d'euros par candidat individuel ou par groupement candidat. Cette exigence est justifiée au regard de l'importance de l'opération et de son coût envisagé. Le candidat individuel ou le groupement candidat quantifie et indique au maître d'ouvrage les moyens humains et matériels qu'il est en mesure de mettre en œuvre pour l'exécution des prestations objet de la présente consultation conformément au cadre de réponse annexé au présent règlement.

7.3 Détermination du classement des candidatures

La somme des points de chaque critère détermine le nombre total de points attribués à chaque candidat, lesquels feront l'objet d'un classement. Les trois candidats obtenant le plus de points seront autorisés à présenter une offre.

En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque candidat sur le critère hiérarchiquement le plus important départagera les candidats concernés.

8. CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

En phase offre, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères suivants :

- Critère n°1 : Prix noté sur 60 points
- Critère n°2 : Performance et qualités techniques notées sur 40 points.